

# **WINFARM**

Société anonyme

Zone Industrielle de Très le Bois

22 600 Loudéac

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Société ALC Audit  
4 rue Abbé Laudrin  
56 100 Lorient  
S.A.S. au capital de 151 000 €  
389 396 557 RCS Lorient

Société Ouest Conseils Lorient  
Rue du Sous Marin Vénus  
56 100 Lorient  
S.A.R.L. au capital de 118 730 €  
352 070 528 RCS Lorient

Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes  
inscrite à la Compagnie Régionale de  
Rennes

Société de Commissariat aux Comptes  
inscrite à la Compagnie Régionale de  
Rennes

Société de Commissariat aux Comptes  
inscrite à la Compagnie Régionale de  
Versailles et du Centre

# WINFARM

Société anonyme

Zone Industrielle de Très le Bois

22 600 Loudéac

---

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

---

A l'assemblée générale de la société WINFARM

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société WINFARM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Lorient et Rennes, le 29 avril 2021

Les commissaires aux comptes,

Société ALC Audit



Stéphane PIQUEE

Société Ouest Conseils Lorient



Corinne LE MOUËL-RUAUD

Deloitte & Associés



Guillaume RADIGUE

# WINFARM

COMPTES CONSOLIDÉS  
Exercice clos le 31 décembre 2020

# SOMMAIRE

1	BILAN .....	4
2	COMPTE DE RESULTAT.....	5
3	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE .....	6
4	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....	7
5	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES .....	8
5.1	ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS ET EVENEMENTS MARQUANTS .....	8
5.1.1	<i>Présentation du groupe et de son activité</i> .....	8
5.1.2	<i>Faits marquants de l'exercice</i> .....	8
5.1.3	<i>Evènements postérieurs à la clôture</i> .....	9
5.2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION .....	9
5.2.1	<i>Société mère</i> .....	9
5.2.2	<i>Sociétés intégrées</i> .....	9
5.2.3	<i>Variations de périmètre</i> .....	9
5.3	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	10
5.3.1	<i>Référentiel comptable</i> .....	10
5.3.2	<i>Principes et conventions générales</i> .....	10
5.3.3	<i>Changements de méthodes comptables</i> .....	10
5.3.4	<i>Méthodes de consolidation</i> .....	10
5.3.5	<i>Recours à des estimations</i> .....	10
5.3.6	<i>Monnaie de présentation des comptes</i> .....	10
5.3.7	<i>Information sectorielle</i> .....	10
5.3.8	<i>Ecarts d'acquisition</i> .....	11
5.3.9	<i>Immobilisations incorporelles</i> .....	11
5.3.10	<i>Immobilisations corporelles</i> .....	12
5.3.11	<i>Contrats de location financière</i> .....	12
5.3.12	<i>Autres immobilisations financières</i> .....	12
5.3.13	<i>Tests de perte de valeur des actifs immobilisés</i> .....	12
5.3.14	<i>Stocks</i> .....	12
5.3.15	<i>Créances</i> .....	12
5.3.16	<i>Trésorerie</i> .....	13
5.3.17	<i>Opérations en devises</i> .....	13
5.3.18	<i>Provisions et passifs éventuels</i> .....	13
5.3.19	<i>Engagements de retraite</i> .....	13
5.3.20	<i>Dettes</i> .....	13
5.3.21	<i>Chiffre d'affaires</i> .....	14
5.3.22	<i>Achats consommés</i> .....	14
5.3.23	<i>Marge brute</i> .....	14
5.3.24	<i>Résultat financier</i> .....	14
5.3.25	<i>Distinction entre le résultat courant et le résultat exceptionnel</i> .....	14
5.3.26	<i>Impôt sur les résultats</i> .....	14
5.3.27	<i>Résultat net par action</i> .....	14
5.4	INFORMATION SECTORIELLE .....	15
5.5	INFORMATIONS SUR LE BILAN .....	17
5.5.1	<i>Ecarts d'acquisition</i> .....	17
5.5.2	<i>Immobilisations incorporelles et corporelles</i> .....	17
5.5.3	<i>Immobilisations financières</i> .....	18
5.5.4	<i>Tableau des filiales et participations</i> .....	19
5.5.5	<i>Entreprises associées</i> .....	19
5.5.6	<i>Stocks</i> .....	19
5.5.7	<i>Créances clients et comptes rattachés</i> .....	20
5.5.8	<i>Autres créances et comptes de régularisation</i> .....	20
5.5.9	<i>Etat des échéances des créances</i> .....	20
5.5.10	<i>Trésorerie</i> .....	20
5.5.11	<i>Capitaux propres</i> .....	21
5.5.12	<i>Provisions</i> .....	21
5.5.13	<i>Emprunts et dettes financières</i> .....	22



5.5.14	Fournisseurs et comptes rattachés.....	22
5.5.15	Autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation .....	22
5.5.16	Etat des échéances des dettes.....	22
5.6	INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT .....	23
5.6.1	Chiffre d'affaires.....	23
5.6.2	Autres produits d'exploitation .....	23
5.6.3	Achats consommés.....	23
5.6.4	Charges externes.....	24
5.6.5	Charges de personnel.....	24
5.6.6	Dotations aux amortissements et provisions.....	24
5.6.7	Autres charges d'exploitation.....	25
5.6.8	Résultat financier .....	25
5.6.9	Résultat exceptionnel.....	26
5.6.10	Impôt.....	26
5.6.11	Résultat par action .....	27
5.7	AUTRES INFORMATIONS.....	28
5.7.1	Effectif.....	28
5.7.2	Parties liées.....	28
5.7.3	Rémunération des dirigeants.....	29
5.7.4	Honoraires des commissaires aux comptes .....	29
5.7.5	Engagements hors-bilan .....	29

# 1 Bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 12 2020	31 12 2019
Ecart d'acquisition	5.5.1	2 929	1 681
Immobilisations incorporelles	5.5.2	685	504
Immobilisations corporelles	5.5.2	11 688	8 895
Immobilisations financières	5.5.3	670	646
Titres mis en équivalence	5.5.5	929	865
<b>Actif immobilisé</b>		<b>16 901</b>	<b>12 591</b>
Stocks en cours	5.5.6	12 425	10 509
Clients	5.5.7	5 405	4 849
Autres créances et comptes de régularisation	5.5.8	1 959	2 755
Disponibilités	5.5.10	23 039	1 690
<b>Actif circulant</b>		<b>42 828</b>	<b>19 803</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>59 729</b>	<b>32 394</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 12 2020	31 12 2019
Capital	4	1 937	51
Prime d'apport	4	17 530	5 305
Réserves	4	289	4 280
Résultat - Part Groupe	4	491	(4 627)
<b>Capitaux propres - Part Groupe</b>	<b>4</b>	<b>20 247</b>	<b>5 009</b>
Intérêts minoritaires	4	(675)	402
<b>Total capitaux propres</b>		<b>19 572</b>	<b>5 411</b>
<b>Provisions pour risques</b>	5.5.12	<b>564</b>	<b>555</b>
Emprunts et dettes financières	5.5.13	24 125	11 886
Fournisseurs	5.5.14	10 588	10 388
Autres dettes et comptes de régularisation	5.5.15	4 880	4 154
<b>Dettes</b>		<b>39 593</b>	<b>26 428</b>
<b>Total du passif</b>		<b>59 729</b>	<b>32 394</b>

## 2 Compte de résultat

	Notes	31 12 2020	31 12 2019
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5.6.1</b>	<b>98 872</b>	<b>86 801</b>
Autres produits d'exploitation	5.6.2	729	811
Achats matières et marchandises / variation du stock	5.6.3	65 713	57 871
Autres achats et services extérieurs	5.6.4	16 869	15 693
Impôts, taxes et versements assimilés		825	697
Charges de personnel	5.6.5	12 744	10 904
Dotations aux amortissements et provisions	5.6.6	2 262	1 898
Autres charges d'exploitation	5.6.7	537	694
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>651</b>	<b>(145)</b>
Produits financiers		4 409	95
Charges financières		4 531	(4 497)
<b>Résultat financier</b>	<b>5.6.8</b>	<b>(122)</b>	<b>(4 402)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>529</b>	<b>(4 547)</b>
Produits exceptionnels		800	139
Charges exceptionnelles		(591)	(231)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>5.6.9</b>	<b>209</b>	<b>(92)</b>
Impôts sur les résultats	5.6.10	(572)	(346)
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>166</b>	<b>(4 984)</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		88	333
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>		<b>254</b>	<b>(4 651)</b>
Résultat des minoritaires		(237)	25
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>491</b>	<b>(4 627)</b>
<b>Résultat par action (en €)</b>	<b>5.6.11</b>	<b>+ 0,2534 €</b>	<b>(6,3459) €</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>		<b>+0,2534 €</b>	<b>(6,3459) €</b>

## 3 Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	31 12 2020	31 12 2019
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>166</b>	<b>(4 984)</b>
Dotations aux amortissements et provisions	5.6.6	2 275	6 255
Reprises des amortissements et provisions		(4 393)	(21)
Plus et moins-values de cessions, nettes d'impôt		4 177	76
Variation des impôts différés		(25)	(54)
<b>Marge brute d'autofinancement</b>		<b>2 200</b>	<b>1 272</b>
Variation des intérêts courus non échus	5.5.13	3	17
Variation des stocks	5.5.6	(1 923)	(283)
Variation des créances d'exploitation	5.5.8	139	(647)
Variation des dettes d'exploitation	5.5.14	651	1 411
Variation des créances hors exploitation	5.5.15	(114)	50
Variation des dettes hors exploitation	5.5.15	(213)	551
Charges et produits constatés d'avance		610	(50)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>		<b>(847)</b>	<b>1 050</b>
Dividendes reçus des sociétés en équivalence		-	-
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>1 353</b>	<b>2 322</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5.5.2	(318)	(447)
Acquisition d'immobilisations corporelles	5.5.2	(1 311)	(2 250)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.5.2	463	125
Acquisition d'immobilisations financières	5.5.3	(39)	(2 564)
Cession d'immobilisations financières	5.5.3	15	11
Variation des créances et dettes d'immobilisations		-	(152)
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales		(1 941)	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(3 131)</b>	<b>(5 277)</b>
Augmentation de capital ou apports		15 233	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	4	(489)	(693)
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées	4	(144)	(236)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5.5.13	12 037	5 374
Remboursements d'emprunts	5.5.13	(2 067)	(1 820)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>24 570</b>	<b>2 625</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	5.5.10	<b>232</b>	<b>563</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	5.5.10	<b>23 024</b>	<b>232</b>

## 4 Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves	Résultat – Part du groupe	Capitaux propres – part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Situation à la clôture exercice 2019</b>	<b>51</b>	<b>5 305</b>	<b>4 280</b>	<b>(4 627)</b>	<b>5 009</b>	<b>402</b>	<b>5 411</b>
Affectation du résultat N-1	-	(1 122)	(3 505)	4 627	-	-	-
Augmentation de capital	1 886	(1 407)	-	-	479	-	479
Augmentation prime d'émission	-	14 754	-	-	14 754	-	14 754
Mouvement de périmètre	-	-	3	-	3	(696)	(693)
Distribution de dividendes	-	-	(489)	-	(489)	(144)	(633)
Résultat de l'exercice	-	-	-	491	491	(237)	254
<b>Situation à la clôture exercice 2020</b>	<b>1 937</b>	<b>17 530</b>	<b>289</b>	<b>491</b>	<b>20 246</b>	<b>(675)</b>	<b>19 572</b>

# 5 Notes annexes aux comptes consolidés

## 5.1 Entité présentant les états financiers et événements marquants

### 5.1.1 Présentation du groupe et de son activité

WINFARM est une Société Anonyme, de droit français. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 492 656 640. Le siège social de la société est situé ZI de Très Le Bois, 22600 Loudéac.

Les activités principales du groupe sont les suivantes :

- Agrofourmure (produits de nutrition animale, d'hygiène de santé animale) portée principalement par la société VITAL CONCEPT,
- Nutrition-hygiène animale, portée principalement par la société ALPHATECH et GERMAFERM,
- Activité de conseil et la formation dans les domaines agricoles et para agricoles, portée par la société AGRITECH Services,
- Activité d'exploitation d'une ferme expérimentale, portée par la société Bel-Orient.

### 5.1.2 Faits marquants de l'exercice

#### **Changement de dénomination sociale – suppression des actions de préférence – transformation en Société anonyme – Augmentation du capital par incorporation de réserves**

Les associés réunis en assemblée générale mixte le 18 septembre 2020 ont décidé :

- Le changement de la dénomination sociale de la Société : ETIGROUP devient WINFARM;
- La conversion en actions ordinaires des actions de préférence « ADP 2019 » ;
- L'aménagement de l'objet social afin de préciser son rôle de holding animatrice ;
- La transformation de la société en Société Anonyme ;
- L'augmentation de capital par l'incorporation de réserves pour un montant de 1 407 101 € ;
- L'ajustement de la valeur nominale de chaque action pour la fixer à 1 €.

#### **Introduction en bourse sur le marché Euronext Growth – Augmentation de capital**

Le 8 décembre 2020, sur délégation accordée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 18 septembre 2020, la société a augmenté son capital social, avec la suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre au public sur le marché EURONEXT GROWTH à PARIS, d'un montant nominal de 479.167 euros. Le capital social a ainsi été porté de 1.458.136 euros à 1.937.303 euros par l'émission de 479.167 actions nouvelles au Prix de l'Introduction en Bourse fixé à 35 € par action, soit un montant total de 16.770.845 euros prime incluse.

#### **Cession de la société PINEAU CYCLING EVOLUTION (PCE)**

WINFARM, qui détenait une participation dans PCE représentant 20,83% de son capital, a cédé, le 17 juin 2020, l'ensemble des actions de PCE qu'elle détenait à la SARL Très Le Bois, pour un montant de 2 500 euros.

Concomitamment à cette cession :

- WINFARM a renoncé au remboursement et abandonné partiellement la créance en compte courant à hauteur de 1.000.000€. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une durée de 20 ans, rédigée comme suit : dès lors que pour un exercice considéré, le résultat net comptable de PCE sera positif, PCE remboursera à WINFARM, dans un délai d'un mois suivant l'approbation des comptes de cet exercice par ses associés, un montant égal à 50% dudit résultat net comptable, et ce, jusqu'à complet remboursement de la Créance Abandonnée. Par exception à ce qui précède, la reconstitution de la Créance Abandonnée ne pourra s'opérer que dans la mesure où elle n'aura pas pour conséquence de ramener le montant des capitaux propres à une valeur inférieure à la moitié du capital social de PCE.
- WINFARM a cédé à la SARL Très Le Bois, le solde la créance en compte courant qu'elle détenait sur PCE, soit 3 364 760 euros, moyennant le prix de un euro. La Créance Cédée, devra être remboursée à la SARL Très Le Bois en 140 échéances mensuelles d'un montant de 24 034 euros et pour la 1ère fois le 31 janvier 2021. Très Le Bois reversera à WINFARM tout montant perçu à hauteur de 99,7%.

#### **Prêts Garantis par l'Etat**

Dans le cadre du soutien à l'activité économique, le groupe a souscrit des prêts garantis par l'Etat auprès de la BPO, CRCA, BNP, LCL et CIC pour un total de 12 000 000€. L'intégralité des prêts seront remboursés au mois d'avril 2021.

#### **Effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe**

La crise du Covid-19 n'a pas affecté le bon fonctionnement de l'entreprise. Le maintien en conditions opérationnelles des différentes filiales a même permis de répondre à une forte demande des clients durant les semaines qui ont suivi les mesures de confinement. La logistique intégrée a permis de poursuivre les livraisons. L'activité a enregistré une très forte progression durant cette période. Si l'approvisionnement de certaines matières premières a été plus erratique, aucune rupture n'a été constatée.

### 5.1.3 Evènements postérieurs à la clôture

Les évènements suivants sont intervenus entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et la date d'arrêté de comptes consolidés :

#### Augmentation du capital - Exercice d'option de surallocation

Le 8 janvier 2020, CIC MARKET SOLUTIONS, agissant en qualité d'agent stabilisateur a exercé l'option de surallocation à hauteur de 2,2M€ donnant lieu à l'émission de 64 392 actions nouvelles supplémentaires au prix de l'offre, soit 35,00 euros par action.

A l'issue de cette opération, le capital social de WINFARM est donc composé de 2 001 695 actions de 1 € de valeur nominale.

## 5.2 Périmètre de consolidation

### 5.2.1 Société mère

#### SA WINFARM

Zone industrielle de très le bois  
22603 LOUDEAC CEDEX

### 5.2.2 Sociétés intégrées

Société consolidée et siège social	Siren	Méthode de consolidation	% contrôle 2020	% contrôle 2019	% intérêts 2020	% intérêts 2019
<b>S.A.S AGRI TECH'SERVICE</b> Z.I. de Calouet 22602 LOUDEAC cedex	378920292	Intégration globale	100,00 %	99.95 %	100,00 %	99.95 %
<b>S.C.E.A DE BEL ORIENT</b> Z.I. de très le bois 22603 LOUDEAC Cedex	828579086	Intégration globale	80.00%	80.00%	80.00%	80.00%
<b>S.A.S ALPHATECH</b> Z.A. du Grand Plessis 22940 PLAINTTEL	432833622	Intégration globale	100.00%	80.00%	100.00%	80.00%
<b>E.U.R.L GERMAFERM</b> Z.I. de Calouet 22602 LOUDEAC cedex	333111763	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	80.00%
<b>S.A.R.L. TECHAGRO</b> Z.I. de Calouet 22602 LOUDEAC cedex	453813628	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	99.95%
<b>S.A.S VITAL CONCEPT</b> Z.I. de très le bois 22603 LOUDEAC Cedex	421319013	Intégration globale	100,00%	99.89%	100,00%	99.89%
<b>S.A.S ALGAVI</b> 3 allée abbé Grégoire 29000 QUIMPER	379403686	Mise en équivalence	40.00%	40.00%	40.00%	32.00%
<b>S.A.S PINEAU CYCLING EVOLUTION</b> 3 allée abbé Grégoire 29000 QUIMPER	831095757	Non consolidée	-	20.83%	-	20.83%

### 5.2.3 Variations de périmètre

- Comme indiqué au § 5.1.3, le Groupe a cédé sa participation dans la société PINEAU CYCLING EVOLUTION en juin 2020. Par voie de conséquence, celle-ci sort du périmètre de consolidation au 31 décembre 2020.
- Le 25 septembre 2020, la société WINFARM a acquis les 20% de la société ALPHATECH détenue par les associés minoritaires. WINFARM a également racheté au cours du premier semestre 2020 les reliquats de parts détenues par des tiers dans le capital d'AGRI TECH SERVICES et VITAL CONCEPT

## 5.3 Règles et méthodes comptables

### 5.3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de WINFARM sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC n° 99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Les méthodes préférentielles suivantes sont appliquées par le groupe :

---

#### Méthodes préférentielles

---

Retraitement des contrats de location financement

Provision de la totalité des engagements de retraite et autres avantages du personnel

Comptabilisation à l'actif des coûts de développement

---

Les autres méthodes préférentielles ne sont pas appliquées, leurs impacts potentiels étant considérés comme non significatifs sur les comptes.

### 5.3.2 Principes et conventions générales

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux articles 121-1 et suivants du Plan comptable général :

- coûts historiques,
  - permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

#### Continuité d'exploitation

Les comptes consolidés de WINFARM ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 7 avril 2021 en application du principe de continuité d'exploitation, compte tenu de la capacité financière du Groupe à subvenir à ses besoins de financement des 12 prochains mois.

### 5.3.3 Changements de méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

### 5.3.4 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres actionnaires sont consolidées par intégration proportionnelle. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les filiales ou participations non significatives ne sont pas consolidées.

Lorsque la quote-part du Groupe dans les capitaux propres d'une

entreprise dont les titres sont mis en équivalence devient négative, celle-ci est retenue normalement pour une valeur nulle. Cependant, dans le cas où l'entreprise détentrice des titres a l'obligation ou l'intention de ne pas se désengager financièrement de sa participation dans l'entreprise en question, la partie négative des capitaux propres est portée dans la rubrique des provisions. Cette provision est ajustée à la clôture de chaque exercice en fonction de la quote-part dans les capitaux propres de l'entreprise mise en équivalence.

A l'exception de la société ALGAVI, mise en équivalence, l'ensemble des sociétés a été consolidé selon la méthode de l'intégration globale.

Tous les comptes des entités consolidées clôturent à la même date que celle de la société consolidante, soit le 31 décembre 2020.

Ces sociétés ont toutes une durée d'exercice de 12 mois.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

### 5.3.5 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêt des comptes. Compte tenu des incertitudes inhérentes au secteur et à la conjoncture économique et financière qui ont des effets sur le cours des affaires de la Société, ces estimations peuvent devoir être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent ainsi différer de ces hypothèses et estimations.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de la valeur, telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture, concernent :

- L'évaluation des écarts d'acquisition,
- L'évaluation des immobilisations liées au développement,
- L'évaluation des stocks,
- L'évaluation des provisions pour engagements de retraite,
- La reconnaissance des impôts différés actifs.

### 5.3.6 Monnaie de présentation des comptes

Les états financiers et l'annexe sont présentés en euros.

### 5.3.7 Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

Les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la



performance des composantes de WINFARM sont prises par le Président directeur-général (principal décideur opérationnel) au niveau des secteurs opérationnels, principalement constitués par les sociétés du Groupe. Ainsi, les secteurs opérationnels sont :

- Agrofourniture (produits de nutrition animale, d'hygiène de santé animale) portée principalement par la société VITAL CONCEPT,
- Nutrition-hygiène animale, portée principalement par la société ALPHATECH et GERMAFERM,
- Activité de conseil et la formation dans les domaines agricoles et para agricoles, portée par la société AGRITECH Services,
- Activité d'exploitation d'une ferme expérimentale, portée par la société Bel-Orient,
- Autres, comprenant la holding du Groupe et l'activité de TECHAGRO.

La marge brute correspond au chiffre d'affaires réalisé diminué des achats de matières premières et de marchandises, variations de stock incluses.

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA sont des indicateurs de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour :

- piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels ;
- et mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

Le Groupe considère que la présentation de ces indicateurs est pertinente puisqu'elle fournit aux lecteurs des comptes les indicateurs de pilotage utilisés en interne.

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes comptables françaises et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

Le terme « EBITDA », en anglais, earnings before interest, taxes, depreciation, and amortization, désigne le résultat d'exploitation du Groupe avant que n'y soient soustraits les dotations aux amortissements et les provisions sur immobilisations (mais après dotations aux dépréciations sur stocks et créances clients). Il met en évidence le profit généré par l'activité indépendamment des conditions de son financement, des contraintes fiscales et du renouvellement de l'outil d'exploitation.

L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA ajusté des coûts liés au sponsoring d'une équipe de cyclisme et des droits à l'image versés à des cyclistes professionnels. Cet indicateur de mesure permet par rapport à l'EBITDA d'isoler les effets de certains facteurs spécifiques, indépendamment de leur récurrence ou non ou de leur nature de produits ou charges.

Au titre de l'information sectorielle, le Groupe distingue par ailleurs 2 secteurs géographiques :

- La France,
- Hors de France.

### 5.3.8 Ecarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés à la valeur

d'entrée déterminée en fonction de la valeur d'usage. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur valeur d'usage à la date de prise de contrôle. A cette date, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre le coût d'acquisition des titres, et l'évaluation à la valeur d'usage des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Le coût d'acquisition des titres est égal au prix d'acquisition majoré du montant net d'impôt de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition. L'évaluation des actifs et passifs identifiables doit être finalisée dans un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert après l'exercice de l'acquisition. Au-delà du délai d'affectation, les plus et moins-values constatées par rapport aux valeurs attribuées lors de la première consolidation sont comptabilisées en résultat.

Le Groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non de l'écart d'acquisition. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année selon les modalités définies en note 5.3.13. Lorsqu'il existe une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée.

Le test annuel de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable des écarts d'acquisition avec leur valeur actuelle. La valeur actuelle de l'écart d'acquisition ne pouvant être déterminée séparément, l'écart d'acquisition a été affecté à un groupe d'actifs ou à regroupement de groupes d'actifs afin de déterminer la valeur actuelle de ce groupe d'actifs. La valeur actuelle est déterminée par référence à la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie. L'estimation de la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie est approchée par la méthode d'actualisation des flux nets de trésorerie sur la base de paramètres issus des plans d'affaires à 5 ans établis par le groupe, qui incluent des taux de croissance et de profitabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation correspondent au coût moyen pondéré du capital de chaque unité génératrice de trésorerie. Le taux de croissance à long terme sur la période au-delà de 5 ans est fixé à 1%.

Lorsque la valeur nette comptable est supérieure à la valeur actuelle de l'écart d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée pour la différence. Cette dépréciation est définitive et ne pourra être reprise en cas de retour à une situation plus favorable.

### 5.3.9 Immobilisations incorporelles

Elles sont principalement constituées :

- de logiciels et licences informatiques,
- de frais de développement.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Logiciels informatiques.....1 à 5 ans,  
Frais de développement.....3 à 5 ans.

Frais de développement

Les frais de développement sont immobilisés, par contrepartie de la production immobilisée, lorsque les critères d'activation sont remplis. Les critères d'activation des frais de développement sont les suivants :

- Faisabilité technique,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Ces frais de développement comprennent exclusivement des coûts externes, les prestations de développement étant externalisées.

Le démarrage de l'amortissement s'effectue à compter de la date de commercialisation. Les frais de développement pour lesquels l'amortissement n'a pas débuté à la clôture de l'exercice sont présentés en « Immobilisations en cours ».

A chaque clôture, une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire s'avère inférieure au coût d'entrée. La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la valeur d'utilisation à la date de clôture et tient compte notamment de l'évolution de la réussite commerciale du bien laquelle peut être impactée des évolutions technologiques.

### 5.3.10 Immobilisations corporelles

A l'exception du cheptel bovin, la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par le Groupe. L'amortissement des immobilisations est calculé linéairement sur les durées d'utilité estimées.

La valeur brute du cheptel bovin, composé de vaches laitières, est déterminée de façon forfaitaire selon l'âge du bovin, en application d'une grille de valorisation du prix de revient des bovins.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Agencements des terrains.....	50 ans,
Constructions.....	25 à 30 ans,
Agencements et aménagements des constructions...	8 à 15 ans,
Installations techniques.....	5 à 15 ans,
Matériel et outillage industriel.....	3 à 15 ans,
Installations générales et aménagements divers.....	3 à 15 ans,
Matériel de transport.....	2 à 8 ans,
Matériel informatique.....	2 à 8 ans,
Matériel de bureau et mobilier.....	2 à 10 ans,
Cheptel bovin.....	5 ans.

### 5.3.11 Contrats de location financière

Le Groupe applique la méthode préférentielle prescrite par la réglementation française lui permettant de capitaliser les contrats de location financière.

Les contrats de location financière sont retraités comme si les biens correspondants avaient été acquis à crédit dès lors qu'ils transfèrent au groupe la quasi-totalité des avantages et des risques

inhérents à la propriété de l'actif loué, que la propriété soit ou non transférée à la fin du contrat. Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur valeur vénale à la date d'acquisition et amorties conformément aux méthodes comptables du groupe. En contrepartie, une dette financière du même montant apparaît au bilan et s'amortit suivant le plan de remboursement de la location financière souscrite. Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple, les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

### 5.3.12 Autres immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées :

- des titres de participation et créances rattachées non consolidés,
- de créances rattachées à des participations non intégrées,
- de dépôts et cautionnements versés.

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition et sont évalués ensuite sur la base de leur valeur d'utilité.

Pour les autres immobilisations financières, elles sont enregistrées à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 5.3.13 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie finie dès lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur actuelle. La valeur actuelle d'un actif est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale diminuée des coûts de cession et la valeur d'usage. La valeur d'usage est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs.

Les écarts d'acquisition qui présentent une durée d'utilisation non limitée sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié (cf. note 5.3.8).

### 5.3.14 Stocks

Les stocks de matières premières, de matières consommables et de marchandises sont évalués à leur coût d'achat selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO). Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas pour les références obsolètes ou excédentaires.

Les produits finis sont évalués à leur coût de production. Le cas échéant, une provision pour dépréciation ramène le stock de produits finis à sa valeur actuelle à la date d'arrêt des comptes.

### 5.3.15 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale (coût historique). Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte du risque de non-recouvrement sur la base d'une

analyse au cas par cas. Les pertes sur créances irrécouvrables sont passées en charges l'année de leur constatation.

### 5.3.16 Trésorerie

Pour le bilan, le poste « Trésorerie » comprend les disponibilités bancaires et placements immédiatement disponibles. Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à court terme (c'est-à-dire moins de trois mois), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie. Les valeurs mobilières de placements figurent au bilan pour leur coût d'acquisition ou leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

### 5.3.17 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

### 5.3.18 Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour le Groupe.

Un passif éventuel est constaté lorsque :

- Le Groupe a une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- Le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que le groupe n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

### 5.3.19 Engagements de retraite

Les engagements de retraite du Groupe figurent au passif du bilan en provisions.

En application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière.

Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé en application des conventions collectives applicables conformément à la recommandation ANC 2013.

Les hypothèses de calcul retenues en matière d'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

Hypothèses	31.12.2020	31.12.2019
Référence taux d'actualisation	Iboxx Corporates AA 10+	
Taux d'actualisation	0,34%	0,77%
Table de mortalité	INSEE 2019	INSEE 2018
Progression des salaires	1% non- cadres 1,5% cadres	1% non- cadres 1,5% cadres
Taux de turn-over	5%	5%
Age de départ à la retraite	60-67	60-67

### 5.3.20 Dettes

Les dettes sont comptabilisées initialement pour leur valeur nominale puis comptabilisées à leur montant nominal restant dû.

### 5.3.21 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu sur l'exercice s'il est certain dans son principe et son montant, et acquis à l'exercice. Il est composé :

- des ventes de marchandises et de produits finis : ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété. Ces produits figurent nets de taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises,
- des prestations de services dont le chiffre d'affaires est reconnu à la date de réalisation de la prestation.

### 5.3.22 Achats consommés

Les achats consommés correspondent au coût d'achat des matières premières et marchandises y inclus les variations de stocks.

### 5.3.23 Marge brute

La marge brute est définie comme la différence entre le chiffre d'affaires, les achats consommés et la production stockée figurant dans le poste « Autres produits d'exploitation ».

### 5.3.24 Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits et charges liés à la trésorerie et les flux bancaires, les charges d'intérêt sur les emprunts.

### 5.3.25 Distinction entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et les charges relatifs à l'activité courante de l'entreprise. Les éléments non récurrents des activités courantes sont portés en résultat courant.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

### 5.3.26 Impôt sur les résultats

Conformément aux prescriptions du règlement CRC n° 99-02, un impôt différé est comptabilisé en cas :

- de différence temporaire entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs au bilan consolidé,
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le taux d'impôt qui s'appliquera à la date de reversement de la différence.

En application du règlement n° 99-02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération ne dépend pas de résultats futurs ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche. Cette probabilité est appréciée à la clôture de chaque exercice.

### 5.3.27 Résultat net par action

Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net part par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net part par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'incidence de la conversion maximale des instruments dilutifs en actions ordinaires. A la clôture la société n'a pas d'instruments dilutifs.

## 5.4 Information sectorielle

Exercice clos le 31 décembre 2020						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Nutrition-hygiène animale	Conseil	Ferme expérimentale	Autres	Total
Chiffre d'affaires	85 721	11 775	822	466	88	98 872
Marge brute	26 180	5 899	822	234	50	33 186
Taux de marge brute	30,54%	50,10%	100,00%	50,12%	57,47%	33,56%
<b>EBITDA</b>	<b>4 312</b>	<b>372</b>	<b>101</b>	<b>(487)</b>	<b>(1 589)</b>	<b>2 709</b>
Taux d'EBITDA	5,03%	3,16%	12,37%	-104,44%	Ns	2,74%
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>6 357</b>	<b>1 542</b>	<b>101</b>	<b>(487)</b>	<b>(1 539)</b>	<b>5 974</b>
Taux d'EBITDA ajusté	7,42%	13,10%	12,37%	-104,44%	Ns	6,04%

Exercice clos le 31 décembre 2019						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Nutrition-hygiène animale	Conseil	Ferme expérimentale	Autres	Total
Chiffre d'affaires	75 486	10 100	698	393	124	86 801
Marge brute	22 793	5 249	698	143	91	28 974
Taux de marge brute	30,19%	51,97%	100,00%	36,49%	73,50%	33,38%
<b>EBITDA</b>	<b>3 152</b>	<b>242</b>	<b>87</b>	<b>(168)</b>	<b>(1 654)</b>	<b>1 660</b>
Taux d'EBITDA	4,18%	2,41%	12,46%	-42,68%	Ns	1,91%
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>4 997</b>	<b>1 413</b>	<b>87</b>	<b>(168)</b>	<b>(1 444)</b>	<b>4 885</b>
Taux d'EBITDA ajusté	6,62%	13,99%	12,46%	-42,68%	Ns	5,63%

Le tableau suivant présente la réconciliation de l'EBITDA avec le compte de résultat :

(en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Résultat d'exploitation	651	(145)
Dotations aux amortissements et provisions	2 058	1 805
Reprises sur amortissements et provisions	(0)	(0)
<b>EBITDA</b>	<b>2 709</b>	<b>1 660</b>
Dépenses de sponsoring – PINEAU CYCLING EVOLUTION	2 800	2 600
Dépenses de droit à l'image	465	625
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>5 974</b>	<b>4 885</b>

### Chiffre d'affaires par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires France	89 024	79 359
Chiffre d'affaires Export	9 848	7 442
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>98 872</b>	<b>86 801</b>

## Actifs et passifs sectoriels

Exercice clos le 31 décembre 2020						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Nutrition-hygiène animale	Conseil	Ferme expérimentale	Autres	Total
Immobilisations corporelles	6 928	345	39	4 141	236	11 689
Stock	9 583	2 648	-	152	58	12 441
Créances d'exploitation	3 428	2 072	115	79	191	5 885
Créances diverses	1 253	136	41	25	24	1 479
<b>Total actif</b>	<b>21 192</b>	<b>5 201</b>	<b>195</b>	<b>4 397</b>	<b>509</b>	<b>31 493</b>
Dettes financières	15 383	2 128	48	3 041	3 525	24 125
Dettes d'exploitation	10 564	1 388	146	261	1 124	13 483
Autres dettes	1 260	462	114	85	64	1 985
<b>Total dettes</b>	<b>27 207</b>	<b>3 978</b>	<b>308</b>	<b>3 387</b>	<b>4 713</b>	<b>39 593</b>

Exercice clos le 31 décembre 2019						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Nutrition-hygiène animale	Conseil	Ferme expérimentale	Autres	Total
Immobilisations corporelles	4 148	348	20	4 254	124	8 895
Stock	8 209	2 133	-	107	60	10 509
Créances d'exploitation	3 754	1 898	216	68	111	6 048
Créances diverses	1 134	271	27	44	80	1 556
<b>Total actif</b>	<b>17 245</b>	<b>4 651</b>	<b>264</b>	<b>4 473</b>	<b>375</b>	<b>27 008</b>
Dettes financières	4 612	255	24	3 459	3 536	11 886
Dettes d'exploitation	10 301	1 856	125	211	339	12 832
Autres dettes	935	469	76	55	175	1 710
<b>Total dettes</b>	<b>15 848</b>	<b>2 580</b>	<b>225</b>	<b>3 725</b>	<b>4 050</b>	<b>26 428</b>

Les actifs présents à l'étranger ne sont pas significatifs.

## 5.5 Informations sur le bilan

### 5.5.1 Ecarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Valeur brute 31/12/2020	Amortissement / Perte de valeur	Valeur nette 31/12/2020	Valeur nette 31/12/2019
AGRITECH	341	(78)	263	263
ALPHATECH	1 438	(43)	1 395	147
GERMAFERM	3	(1)	2	2
TECHAGRO	6	(1)	5	5
VITAL CONCEPT	1 640	(376)	1 264	1 264
<b>Total</b>	<b>3 428</b>	<b>(500)</b>	<b>2 929</b>	<b>1 681</b>

L'acquisition de la participation minoritaire dans ALPHATECH en septembre 2020 a dégagé un écart d'acquisition de 1 248 k€ sur l'exercice. En l'absence de limite prévisible de durée pendant laquelle les écarts d'acquisition procureront des avantages économiques au Groupe, ces derniers ne sont pas amortis.

Aucune dépréciation des écarts d'acquisition n'a été constatée sur l'exercice au terme des tests de perte de valeur.

Le montant d'amortissement / perte de valeur de 500 K€ comptabilisé dans les comptes correspond à l'amortissement des écarts d'acquisition jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### 5.5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

#### 5.5.2.1 Tableau des immobilisations

(en milliers d'euros)	Valeur brute 31/12/2019	Acquisitions	Cessions / sorties	Valeur brute 31/12/2020
Concessions Brevets et licences	899	115	-	1 014
Frais de développement	-	277	-	277
Immobilisations en-cours	300	-	75	225
<b>Sous-total immobilisations incorporelles</b>	<b>1 199</b>	<b>392</b>	<b>75</b>	<b>1 516</b>
Terrains et agencements	263	82	-	345
Constructions	4 843	101	27	4 917
Installations techniques et outillage industriel	2 828	279	124	2 983
Matériel de transport pris en location financières	5 033	3 708	2 486	6 255
Cheptel	304	73	45	332
Autres immobilisations corporelles	2 940	849	51	3 738
Immobilisations corporelles en cours	13	20	-	33
<b>Sous-total immobilisations corporelles</b>	<b>16 225</b>	<b>5 112</b>	<b>2 733</b>	<b>18 603</b>
<b>Total Valeur Brute</b>	<b>17 424</b>	<b>5 504</b>	<b>2 808</b>	<b>20 120</b>

#### 5.5.2.1.1 Concessions, brevets et licences

Le poste correspond essentiellement à des développements informatiques (CRM principalement) et logiciels acquis.

#### 5.5.2.1.2 Frais de développement

Les frais de développement concernent les études menées dans le développement de nouveaux produits.

#### 5.5.2.1.3 Immobilisations incorporelles en cours

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent principalement à des développements informatique (CRM principalement).

#### 5.5.2.1.4 Biens immobiliers détenus et utilisés par le groupe

Le groupe est propriétaire des biens immobiliers suivants :

- Erdre d'Anjou (49220) : magasin et entrepôt
- Rohan (56580) : ferme expérimentale (construction sur sol d'autrui)

Les autres sites principaux de production ou d'entreposage sont pris en location notamment à :

- Loudéac (22600) : entrepôt – magasin et services généraux

- Plainel (22940) : centre de production
- Rohan (56580) : ferme expérimentale (terrains)

#### 5.5.2.1.5 Cheptel

Le groupe est propriétaire d'un cheptel de 300 vaches laitières, porté par la ferme expérimentale de Bel-Orient.

#### 5.5.2.1.6 Matériel pris en location financière

Le matériel en location financière se compose principalement comme suit :

- véhicules lourds pour le transport des marchandises (50 camions au 31 décembre 2020 dont 26 nouveaux contrats conclus en 2020),
- matériel de manutention dans les entrepôts (63 chariots au 31 décembre 2020 dont 40 nouveaux contrats conclus en 2020)

#### 5.5.2.2 Tableau des amortissements

<i>(en milliers d'euros)</i>	Amort. 31/12/2019	Dotations	Reprises	Amort. 31/12/2020
Concessions, brevets, licences	695	90	-	785
Frais de développement	-	47	-	47
<b>Sous-total immobilisations incorporelles</b>	<b>695</b>	<b>137</b>	<b>-</b>	<b>832</b>
Terrains et agencements	22	13	-	35
Constructions	593	286	3	876
Installations techniques et outillage industriel	1 869	258	83	2044
Matériel pris en location financières	2 945	974	2 179	1 740
Cheptel	75	47	22	100
Autres immobilisations corporelles	1 826	343	50	2 119
<b>Sous-total immobilisations corporelles</b>	<b>7 330</b>	<b>1 921</b>	<b>2 337</b>	<b>6 914</b>
<b>Total Amortissement</b>	<b>8 025</b>	<b>2 058</b>	<b>2 337</b>	<b>7 746</b>

### 5.5.3 Immobilisations financières

#### 5.5.3.1 Tableau des immobilisations financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2019	Augm.	Diminutions	Autres variations	31/12/2020
Créances rattachées à des participations	4 365	-	4 365	-	-
Titres et créances rattachées non consolidés	56	1	2	-	55
Prêts	66	-	10	-	56
Dépôts et cautionnements	524	38	3	-	559
Dépréciation	(4 365)	-	(4 365)	-	-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>646</b>	<b>39</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>670</b>

Les créances rattachées à des participations représentent un compte courant de 4.365 k€ au 31 décembre 2019 détenu sur la société PINEAU CYCLING EVOLUTION. Ce compte courant a fait l'objet d'un abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune. Le solde a été cédé à l'euro symbolique le 17 juin 2020. Cette cession est assortie d'une clause de reversement (cf. note 5.1.2 relative au désengagement du Groupe de PINEAU CYCLING EVOLUTION).

Les dépôts et cautionnements correspondent à des fonds de garantie bancaire (175 k€), cautions sur loyers immobiliers (314 k€), cautions diverses (70 k€)

Les prêts concernent un prêt à la société SCI DE TRES LE BOIS pour un montant de 56 K€.



## 5.5.4 Tableau des filiales et participations

Au 31 décembre 2020, le groupe détient les participations suivantes, non consolidées.

(en milliers d'euros)	Siège social	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Montant des créances rattachées		Montant des cautions
			Brute	Nette	Brute	Nette	
SCI DE TRES LE BOIS	ZI de Très le Bois 22600 LOUDEAC	11,11%	1	1	-	-	219
SCI B2F CITATION HANGAR	ZA du Piquet 35370 ETRELLES	25,77%	1	1	-	-	-

Le groupe n'exerce aucun contrôle dans la gestion de la SCI TRES LE BOIS.

La SCI B2F CITATION HANGAR n'est pas gérée par le groupe et présente un caractère marginal et non significatif au regard de l'activité du groupe.

## 5.5.5 Entreprises associées

Quote-part de résultat et de capitaux propres des entreprises associées

(en milliers d'euros)	Résultat		Capitaux propres*	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
ALGAVI	64	71	529	372
PINEAU CYCLING EVOLUTION	-	262	-	(147)
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>333</b>	<b>529</b>	<b>225</b>

\* Contribution des entreprises associées dans les capitaux propres du groupe (quote-part des capitaux propres de la société mise en équivalence, nette de la valeur des titres).

La participation PINEAU CYCLING EVOLUTION a été cédée le 17 juin 2020 (cf. note : 5.1.2)

Détail par société des éléments significatifs

(en milliers d'euros)	Activité	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	31/12/2020
					Total bilan
ALGAVI	Fabrication de compléments alimentaires	3 666	170	1 976	3 926

(en milliers d'euros)	Activité	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	31/12/2019
					Total bilan
ALGAVI	Fabrication de compléments alimentaires	3 370	194	1 806	2 152
PINEAU CYCLING EVOLUTION	Equipe cycliste	5 622	(3 108)	(5 067)	491

## 5.5.6 Stocks

(en milliers d'euros)	Brut	Dépréciation	Net	Net
	31/12/2020	31/12/2020	31/12/2020	31/12/2019
Marchandises	9 464	14	9 450	8 092
Matières premières	2 308	-	2 308	1 773
En-cours	5	-	5	13
Produits finis	661	-	661	631
<b>Stock total</b>	<b>12 439</b>	<b>14</b>	<b>12 425</b>	<b>10 509</b>

Les matières premières, les encours et les produits finis proviennent principalement de l'activité industrielle de la société ALPHATECH. Les stocks de marchandises sont principalement détenus par VITAL CONCEPT.

### 5.5.7 Créances clients et comptes rattachés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Créances clients	5 165	4 691
Clients douteux	197	165
Produits non encore facturés	164	90
Dépréciation des clients	(121)	(97)
<b>Créances clients</b>	<b>5 405</b>	<b>4 849</b>

### 5.5.8 Autres créances et comptes de régularisation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs débiteurs	165	790
Avoirs à recevoir	495	417
Créances sociales	6	9
Créances fiscales	485	611
Comptes courants débiteurs	12	12
Autres débiteurs	196	124
Impôts différés	211	186
Charges constatées d'avance	389	604
<b>Autres créances et comptes de régularisation</b>	<b>1 959</b>	<b>2 753</b>

### 5.5.9 Etat des échéances des créances

Au 31 décembre 2020, la ventilation des créances et des dettes par échéances se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Brut	Echéance moins d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance plus de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	5 405	5 405	-	-
Autres créances et comptes de régularisation	1 959	1 959	-	-
<b>Etat des créances</b>	<b>7 364</b>	<b>7 364</b>	-	-

### 5.5.10 Trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs mobilières	750	750
Disponibilités	22 289	940
<b>Trésorerie active</b>	<b>23 039</b>	<b>1 690</b>
Concours bancaires	(15)	(1 458)
<b>Trésorerie passive</b>	<b>(15)</b>	<b>(1 458)</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>23 024</b>	<b>233</b>

### 5.5.11 Capitaux propres

Au 31 décembre 2020, le capital social de la Société s'élevé à 1 937 303 € décomposé en 1 937 303 titres d'une valeur nominale de 1 euros, entièrement libérés et répartis comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>				
Catégories de titres	Total	Actions ordinaires	Actions de préférence ADP2013	Actions de préférences ADP2019
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>51</b>	<b>36</b>	<b>15</b>	-
Augmentation au cours de la période	-	-	-	15
Diminutions au cours de la période	-	-	15	-
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>51</b>	<b>36</b>	-	<b>15</b>
Augmentation au cours de la période	1 902	1 902	-	-
Diminutions au cours de la période	15	-	-	15
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>1 937</b>	<b>1 937</b>	-	-

Le 18 septembre 2020, les actionnaires ont procédé :

- A la transformation des ADP 2019 en actions ordinaires ;
- A l'augmentation du capital par l'incorporation de réserves pour un montant de 1 407 101 €
- A l'ajustement de la valeur nominale de chaque action pour la fixer à 1 euro.

Le 8 décembre 2020, il a été émis 479 167 actions nouvelles.

L'évolution du nombre d'actions au cours de l'exercice 2020 est la suivante :

Catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Début de l'exercice	Fin d'exercice	Début de l'exercice	Créées pendant l'exercice	Annulées ou transformés pendant l'exercice	Fin d'exercice
Actions ordinaires	0,07	1,00	510 000	1 427 303	-	1 937 303
Actions de préférence ADP2019	0,07	-	219 068	-	219 068	-
<b>Total</b>			<b>729 068</b>	<b>1 427 303</b>	<b>-</b>	<b>1 937 303</b>

Tel qu'indiqué en note 5.1.2, les actions de préférence (« ADP2019 ») ont été converties en actions ordinaires dans le cadre de l'assemblée générale mixte du 18 septembre 2020.

### 5.5.12 Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2020
Provision pour engagement retraite	408	106	-	-	514
Provision pour mise en équivalence	147	-	147	-	-
Provision pour impôts différés passif	-	-	-	-	-
Autres provisions	-	50	-	-	50
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>555</b>	<b>156</b>	<b>-</b>	<b>147</b>	<b>564</b>

#### Provision pour mise en équivalence

Au 31 décembre 2019, la provision pour mise en équivalence correspond à la mise en équivalence de la société PINEAU CYCLYNG EVOLUTION. Elle a été reprise au 17 juin 2020 suite à la cession de la participation (cf. note : 5.1.2).

### 5.5.13 Emprunts et dettes financières

Au 31 décembre 2020, les dettes financières se composent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Echéance moins d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance plus de 5 ans
Emprunts, dettes et crédits à plus d'un an à l'origine	19 546	13 195	5 287	1 064
Dettes financières sur locations financières	4 490	1 052	3 212	226
Autres emprunts et dettes financières	74	74	-	-
Concours bancaires courants	15	15	-	-
<b>Endettement financier</b>	<b>24 125</b>	<b>14 336</b>	<b>8 499</b>	<b>1 290</b>
<i>Emprunts souscrits sur l'exercice</i>	<i>12 037</i>			
<i>Dettes financières sur locations financières souscrits sur l'exercice</i>	<i>3 708</i>			
<i>Emprunts remboursés sur l'exercice</i>	<i>749</i>			
<i>Dettes financières sur locations financières remboursées sur l'exercice</i>	<i>1 312</i>			

Au 31 décembre 2020, il n'existe aucun covenant bancaire.

### 5.5.14 Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs	9 895	9 857
Factures non parvenues	693	531
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>10 588</b>	<b>10 388</b>

### 5.5.15 Autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Clients créditeurs	291	374
Avoir à émettre	28	33
Dettes sociales	2 206	1 849
Dettes fiscales	828	563
Autres dettes	260	463
Produits constatés d'avance	1 267	873
<b>Autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation</b>	<b>4 880</b>	<b>4 155</b>

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement aux ventes facturées sur l'exercice clos mais dont le transfert de propriété n'est intervenu que l'exercice suivant (livraisons en transit).

### 5.5.16 Etat des échéances des dettes

Au 31 décembre 2020, la ventilation des dettes par échéances se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	Brut	Echéance moins d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance plus de 5 ans
Fournisseurs	10 588	10 588	-	-
Dettes fiscales et sociales	3 034	3 034	-	-
Autres dettes	579	579	-	-
Produits constatés d'avance	1 267	1 267	-	-
<b>Etat des dettes d'exploitation</b>	<b>15 468</b>	<b>15 468</b>	-	-

## 5.6 Informations sur le compte de résultat

### 5.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué des ventes de marchandises, des ventes de produits finis et de prestations de services telles que décrites en note 5.1.1 ci-dessus.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019	Diff.	Diff. %
Ventes de marchandises	87 106	76 868		
Ventes de produits finis	10 163	8 940		
Prestations de services	1 603	993		
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>98 872</b>	<b>86 801</b>		

Répartition du chiffre d'affaires par secteur géographique :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
France	89 024	79 359
Hors de France	9 848	7 442
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>98 872</b>	<b>86 801</b>

### 5.6.2 Autres produits d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Production stockée	26	43
Production immobilisée	148	350
Subventions d'exploitation	44	42
Reprises sur amortissements et provisions	28	21
Transferts de charges	370	288
Autres produits	113	67
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>729</b>	<b>811</b>

La production immobilisée de l'exercice 2020 correspond au développement de nouveaux produits destinés à la vente et au développement du système informatique.

### 5.6.3 Achats consommés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Achats de marchandises	59 158	51 686
Variation de stocks	(1 366)	(539)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	8 452	6 425
Variation de stock de matières premières	(531)	298
<b>Achats consommés</b>	<b>65 713</b>	<b>57 871</b>

## 5.6.4 Charges externes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Sous-traitance	117	166
Loyers	2 902	2 596
Honoraires	525	396
Frais de transport	2 600	2 601
Publicité	1 940	1 559
Sponsoring équipe cycliste	2 800	2 600
Missions et réceptions	446	620
Services bancaires	133	115
Autres achats et charges externes	5 406	5 040
<b>Autres charges externes</b>	<b>16 869</b>	<b>15 693</b>

Les charges externes progressent de 7,49% en 2020 en comparaison du précédent exercice.

Les contrats de sponsoring avec l'équipe PINEAU CYCLING EVOLUTION ont été conclus pour une période de trois ans et portent sur les années 2018 à 2020. Un nouveau contrat de partenariat a été signé pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 31 décembre 2021.

## 5.6.5 Charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et traitements	9 336	7 976
Charges sociales	3 261	2 785
Participation des salariés	147	144
<b>Charges de personnel</b>	<b>12 744</b>	<b>10 904</b>

Les charges de personnel ont augmenté de 16,9 % entre 2019 et 2020 sous l'effet de la progression des effectifs sur la période, soit 271 personnes (ETP) en 2020, contre 254 personnes (ETP) en 2019.

## 5.6.6 Dotations aux amortissements et provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 045	1 805
Dotations aux provisions sur actif circulant	60	29
Dotations aux provisions pour risques et charges	157	64
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>2 262</b>	<b>1 898</b>

Les dotations et reprises nettes telles qu'elles figurent dans le tableau de flux de trésorerie sont composées comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Reprises amortissements et provisions	(4 393)	21
Dotations aux amortissements et provisions	2 275	<b>(6 255)</b>
<b>Dotations et reprises</b>	<b>2 118</b>	<b>(6 234)</b>
<i>Reprises et dotations d'exploitation</i>	<i>(2 234)</i>	<i>(1 593)</i>
<i>Reprises et dotations financières</i>	<i>4 365</i>	<i>(4 634)</i>
<i>Reprises et dotations exceptionnelles</i>	<i>(13)</i>	<i>(7)</i>
<b>Dotations et reprises</b>	<b>2 118</b>	<b>(6 234)</b>

### 5.6.7 Autres charges d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Droits à l'image	465	625
Autres charges	72	69
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>537</b>	<b>694</b>

Les droits à l'image représentent des contrats de concession du droit d'utilisation et de commercialisation de la personnalité de cyclistes professionnels de l'équipe cycliste, portée par la société PINEAU CYCLING EVOLUTION. Ces droits à l'image ont été versés à 3 cyclistes en 2020, 4 cyclistes en 2019. Les contrats de droit à l'image sont conclus à l'année et n'ont pas été renouvelés pour l'année 2021.

### 5.6.8 Résultat financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Reprise sur provisions	4 365	-
Escomptes obtenus	40	49
Autres produits financiers	4	46
<b>Total des produits financiers</b>	<b>4 409</b>	<b>95</b>
Dotations aux dépréciations	-	(4 364)
Intérêts et charges assimilées	(164)	(131)
Autres charges financières	(4 367)	(2)
<b>Total des charges financières</b>	<b>(4 531)</b>	<b>(4 497)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(122)</b>	<b>(4 402)</b>

Au 31 décembre 2019, le groupe a déprécié intégralement la créance rattachée à la société PINEAU CYCLING EVOLUTION (PCE), mise en équivalence, soit une dotation de 3 213 K€.

Suite à la cession de la participation détenue dans PCE le 17 juin 2020, concomitant à l'abandon partiel de la créance en compte courant et la cession du solde de cette créance en compte courant, la dépréciation constituée au 31 décembre 2019 a été reprise au 17 juin 2020 pour un montant de 4 367 K€.

Les charges financières au 31 décembre 2020 correspondent à hauteur de 4 365 K€ aux opérations susvisées.

## 5.6.9 Résultat exceptionnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	212	14
Produits de cession d'actifs	588	125
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>800</b>	<b>139</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(180)	(22)
Valeur nette des immobilisations cédées	(398)	(201)
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	(13)	(7)
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>(591)</b>	<b>(231)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>209</b>	<b>(92)</b>

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit au 31 décembre 2020 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Produits	Charges	Produit ou charge nette
Sinistre à l'entrepôt (écroulement d'un rack à LOUDEAC) (Indemnisation et coût des marchandises et du matériel perdu)	196	(180)	+ 16
Cession des titres PINEAU CYCLING EVOLUTION	125	-	+ 125
Cession des immobilisations	463	(409)	+ 54
Divers	16	(2)	+ 14
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>800</b>	<b>591</b>	<b>209</b>

## 5.6.10 Impôt

Ventilation de l'impôt sur les résultats

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Charge / (produit) d'impôt exigible	597	400
Charge / (produit) d'impôt différé	(25)	(54)
<b>Charge / (produit) d'impôt</b>	<b>(572)</b>	<b>346</b>

Détail des impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Réintégrations fiscales temporaires	78	76
Profit sur stock	29	28
Provision pour pension de retraite	136	114
Retraitement des locations financières	-	2
<b>Actifs d'impôt différé</b>	<b>243</b>	<b>220</b>
Amortissements dérogatoire	(26)	(33)
Dépréciations titres consolidés	-	(1)
Retraitement des locations financières	(6)	-
<b>Passif d'impôt différé</b>	<b>(32)</b>	<b>(34)</b>
<b>Impôt différé net</b>	<b>211</b>	<b>186</b>

Impôts sur déficits reportables

Les déficits reportables ne sont pas activés par le Groupe. Les déficits cumulés représentent une base de 6 711 K€ au 31 décembre 2020, principalement imputables aux sociétés :

- BEL ORIENT : 3 375 K€
- WINFARM : 2 193 K€
- Etablissement stable de VITAL CONCEPT en Belgique : 1 143 K€



Analyse de la charge d'impôt :

Montants en €	Résultat avant impôt	Charge d'impôt	Taux IS
<b>Résultat des entreprises intégrées</b>	<b>738</b>	<b>572</b>	<b>74,07%</b>
<b>Impact des charges définitivement non déductibles</b>			
<i>Amortissements exceptionnels Macron</i>	( 22)		
<i>Amortissements excédentaires et autres amortissements non déductibles.</i>	6		
<i>Taxe sur les voitures particulières des sociétés</i>	15		
<i>Amendes et pénalités</i>	1		
<i>Autres dépenses somptuaires réintégrées</i>	43		
<i>Dépenses de mécénat</i>	70		
<i>Frais d'émission de titres imputés sur la prime d'émission</i>	(1 538)		
<i>Autres réintégrations et déductions diverses</i>	(13)		
<b>Quote-part taxable sur distributions de dividendes - Sociétés de personnes</b>			
<i>Quote-part taxable sur distributions de dividendes</i>	32		
<i>Produit de cession des titres consolidés</i>	(126)		
<b>Déficits</b>			
<i>Déficits de l'exercice non activés</i>	3 058		
<i>Déficits précédemment non activés et utilisé</i>	( 2)		
<b>Ajustements divers sur l'impôt</b>			
<i>Incidence baisse du taux sur impôts différés (28% à 26,50%)</i>		(12)	
<i>Crédits d'impôt</i>		74	
<i>Impôt payé à l'étranger</i>		-	
<b>Total</b>	<b>2 263</b>	<b>634</b>	<b>28,00%</b>

### 5.6.11 Résultat par action

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net (en K€)	<b>491</b>	<b>(4 627)</b>
Nombre moyen d'actions pondéré	1 937 303	729 068
<i>Résultat par action (en €)</i>	<i>+ 0,2534 €</i>	<i>(6,3459) €</i>
Nombre moyen d'actions pondéré dilué	1 937 303	729 068
<i>Résultat de base par action (en €)</i>	<i>+ 0,2534 €</i>	<i>(6,3459) €</i>

## 5.7 Autres informations

### 5.7.1 Effectif

Effectifs moyens	Total 31/12/2020	cadres	maitrise	employés	ouvriers	Total 31/12/2019
AGRITECH	9	2	-	7	-	9
ALPHATECH	35	6	5	3	21	35
BEL ORIENT	5	-	-	5	-	5
WINFARM	4	3	-	1	-	4
GERMAFERM	-	-	-	-	-	-
TECHAGRO	1	-	1	-	-	1
VITAL CONCEPT	217	20	33	78	86	200
<b>Total</b>	<b>271</b>	<b>31</b>	<b>39</b>	<b>94</b>	<b>107</b>	<b>254</b>

### 5.7.2 Parties liées

Hors rémunération des dirigeants, les transactions conclues avec des parties liées correspondent à des prestations ou loyers facturés par des SCI ou SARL à des conditions de marché et de règlement habituelles pour ce type de prestations. Ces SCI/SARL sont détenues majoritairement par des actionnaires du groupe.

#### Convention de consultant avec la SARL TRES LE BOIS

La SARL TRES LE BOIS est détenue à 100% par Monsieur Patrice ETIENNE.

Convention de consultant conclue le 3 mai 2013 pour la période du 1er mai 2013 au 31 décembre 2013 et renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 12 mois avec WINFARM, VITAL CONCEPT, AGRITECH et ALPHATECH.

La SARL TRES LE BOIS n'a facturé aucune prestation entrant dans le champ d'application de cette convention au cours de l'exercice 2020.

#### Bail commercial avec la SCI DE TRES LE BOIS

La SCI TRES LE BOIS est détenue à hauteur de 89% par Monsieur Patrice ETIENNE.

Bail conclu le 29 juin 2020 pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2029 avec VITAL CONCEPT en remplacement du bail portant sur la période du 16 novembre 2009 au 15 novembre 2018. Le nouveau bail inclut les extensions du bâtiment réalisées au cours du premier semestre 2020. Le loyer annuel est fixé à 1 008 k€, soit 84 k€ par mois.

Le montant total des loyers payés à la SCI TRES LE BOIS s'élève à 966 k€ pour l'exercice 2020.

#### Bail commercial avec la SCI DE BEAU SOLEIL

La SCI BEAU SOLEIL est détenue à hauteur de 80% par Monsieur Patrice ETIENNE.

Bail conclu le 11 décembre 2013 pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2023 avec ALPHATECH. Ce contrat de bail a fait l'objet d'un avenant signé le 20 mars 2020 venant autoriser ALPHATECH à sous louer une partie de ces locaux sis ZI du Grand Plessis – 22940 PLAINTEL. Le montant total des loyers payés à la SCI DE BEAU SOLEIL s'élève à 371 k€ pour l'exercice 2020.

#### Contrat de bail rural entre la SCI DE BEL ORIENT et la SCEA DE BEL ORIENT

Monsieur Patrice Etienne est gérant de la SCI DE BEL ORIENT et de la SCEA DE BEL ORIENT.

Le contrat conclu le 22 juin 2017 a été consenti pour une durée de 18 années entières et consécutives commençant à courir à compter du 22 juin 2017 pour se terminer le 21 juin 2035. Le fermage annuel est fixé à la somme de 70.000 euros actualisé chaque année en fonction de la variation de l'indice national des fermages publié annuellement par arrêté ministériel.

Le montant total des loyers payé à la SCI DE BEL ORIENT s'élève à 86 k€ pour l'exercice 2020.

#### Contrat de prêt entre VITAL CONCEPT et la SCI DE TRES LE BOIS

La SCI TRES LE BOIS est détenue à hauteur de 89% par Monsieur Patrice ETIENNE.

Prêt conclus en 2010 entre VITAL CONCEPT et la SCI TRES LE BOIS pour un montant initial de 275 365 euros remboursable par échéances annuelles constantes de 12 139,34 euros sur 15 ans au 31 décembre de chaque année de 2010 à 2025. Le prêt est rémunéré au taux de 3%.

Le montant des intérêts versés en 2020 s'élève à 2 K€.

#### Contrat de prestation de service entre TECHAGRO, la SCI PACO et la SCI TRES LE BOIS

Contrat de prestation de service en date du 26 juin 2014 conclu pour une durée commençant à courir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2014. Ce bail prévoit un renouvellement annuel par reconduction tacite. En contrepartie des prestations effectuées, TTECHAGRO perçoit une rémunération égale au montant de ses charges affectées à l'exécution de ses prestations, majorée de 10%.

### 5.7.3 Rémunération des dirigeants

#### Rémunération de la société Très Le Bois, ancien président de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée

La Présidence de WINFARM a été confiée à la SARL de TRES LE BOIS jusqu'au 18 septembre 2020. Dans le cadre de son mandat, le groupe a versé une rémunération de présidence de 477 k€ en 2020 et 766 k€ en 2019. Il est précisé que M. Patrice Etienne, gérant de la société Très le Bois, a perçu au titre de son mandat une rémunération nette (hors les avantages en nature) de 198k€ en 2020.

#### Rémunération de Monsieur Patrice Etienne au titre de son mandat de Président-Directeur Général de la Société

Monsieur Patrice ETIENNE a été nommé Président du Conseil d'administration à compter du 18 septembre 2020.

Dirigeant mandataire social	31/12/2020	31/12/2019
<b>Patrice Etienne – Président Directeur Général</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	197.800 € (nets)* 99.566,67 € (bruts) *	276.000 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions attribuées gratuitement	N/A	N/A
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	N/A	N/A
<b>TOTAL</b>	<b>197.800 € (nets)* 99.566,67 € (bruts) *</b>	<b>276.000 €</b>

\*Au titre de l'exercice 2020 et jusqu'à la transformation de la Société en société anonyme intervenue le 18 septembre 2020, la rémunération due à la société Très le Bois au titre de son mandat de Président de la Société a été de 477.300 € HT. Il est précisé que M. Patrice Etienne, gérant de la société Très le Bois, a perçu, au titre de son mandat, une rémunération nette (y compris les avantages en nature) du 1er janvier 2020 au 18 septembre 2020 de 197.800 €. Pour la période allant du 19 septembre 2020 au 31 décembre 2020, Monsieur Patrice Etienne a perçu une rémunération brute (hors avantage en nature) de 99 566,67 € au titre de son mandat de Président-Directeur Général de la Société.

Le groupe n'a pas contracté d'engagements en matière de pensions et indemnités assimilées dont bénéficient les membres et anciens membres des organes de direction. WINFARM et les entreprises placées sous son contrôle n'ont par ailleurs par accordé d'avances et crédits aux membres des organes susvisés.

### 5.7.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice se ventilent comme suit :

(en milliers d'euros)		Deloitte & Associés	Ouest Conseils Lorient	Baker Tilly Strego	Total
<b>31/12/2020</b>	Certification des comptes	33	32	6	71
	Services autres que la certification des comptes (SACC)	119	-	-	119
<b>31/12/2019</b>	Certification des comptes	-	25	4	29
	Services autres que la certification des comptes (SACC)	-	-	-	-

### 5.7.5 Engagements hors-bilan

#### Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Clause de retour à meilleure fortune sur abandon de créance PINEAU CYCLING EVOLUTION (cf. modalités exposées note : 5.1.2)	1 000 k€	-
Clause de reversement sur le solde de la créance PINEAU CYCLING EVOLUTION (cf. modalités exposées note 5.1.2)	3 365 k€	-

- Le Fonds National de Garantie s'est porté caution à hauteur de 50% sur les prêts contractés par le groupe auprès de la BPI. Le montant ainsi garanti s'élève à 1 750 k€.
- L'Etat s'est porté caution à hauteur de 90% sur les prêts accordés dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID 19. Le montant ainsi garanti s'élève à 10 800 k€.

## Engagements donnés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Cautions bancaires	2 366	3 020
Nantissements des titres ALGAVI	46	75
Nantissement du fonds ALPHATECH	29	44

Dans le cadre de certains financements la Société a consenti un nantissement de fonds de commerce au profit des établissements prêteurs concernés pour garantir le remboursement des dits prêts.

Les contrats bancaires avec les partenaires financiers n'intègrent pas de covenant bancaire.

## Autres obligations contractuelles

Les autres obligations contractuelles non inclus dans le bilan, sont les suivants au 31 décembre 2020 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total	- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Baux commerciaux	10 702	1 451	5 058	4 193
Autres contrats de location simple	2 268	636	1 624	8
Paiement des intérêts sur emprunts	394	153	199	41
<b>Total</b>	<b>13 364</b>	<b>2 240</b>	<b>6 881</b>	<b>4 242</b>